

ANALYSE DU BUDGET NATIONAL DE MADAGASCAR 2026

Axée sur l'enfant



Préface:

Cette analyse du budget national examine dans quelle mesure le budget de l'État de Madagascar répond aux besoins des enfants de moins de 18 ans à travers la Loi des Finances 2026. Elle analyse la performance macroéconomique de Madagascar, ainsi que le volume et la composition des allocations budgétaires dans les secteurs prioritaires pour l'enfant, tels que la santé, l'Eau, l'Assainissement et l'Hygiène (EAH), l'éducation, la protection sociale et la décentralisation pour l'exercice fiscal 2026.

L'analyse vise également à synthétiser des informations macroéconomiques et budgétaires complexes ayant un impact sur la mise en œuvre des droits de l'enfant à Madagascar, et propose des recommandations sur la manière dont le gouvernement peut renforcer ses investissements en faveur de l'enfant et de son bien-être.

MESSAGES CLÉS & RECOMMANDATIONS

1.

Madagascar se trouve sur une trajectoire de croissance économique, mais demeure confronté à des défis majeurs. Le taux de croissance prévu pour 2026 est d'environ 4%, toutefois l'inflation moyenne annuelle estimée à 7% et la forte pression démographique limitent la performance économique. L'État devrait renforcer les mesures de stabilisation macroéconomique et soutenir des politiques capables d'accélérer la croissance tout en élargissant l'assiette fiscale afin de préserver la valeur des investissements publics en faveur de l'enfant.

2.

En 2026, le budget général de l'État s'élève à 15 784 milliards MGA, soit une progression de 9,5% par rapport à 2025 (14 416 milliards MGA). Cette hausse appelle à une priorisation des secteurs prioritaires pour l'enfant et ceux des populations vulnérables. Les secteurs sociaux représentent près de 30% du budget national, avec une allocation de 18% pour l'éducation et de 6% pour la santé. Toutefois, certaines baisses préoccupantes sont observées en 2026 : la réduction de 21% du budget du Ministère de l'Eau Assainissement et Hygiène (MEAH) en 2026 par rapport au budget de 2025. Dans un contexte de forte demande en services d'EAH, l'Etat devrait décider d'accroître le budget du MEAH dans la LFR 2026, compte tenu de l'ampleur des besoins.

3.

Les secteurs sociaux restent fortement dépendants des financements externes. En 2026, la part des ressources extérieures dans l'éducation, la santé et la nutrition ainsi que la protection sociale atteint 76% du budget sectoriel, contre 81% en 2025. Bien que cette dépendance diminue légèrement, elle fragilise la pérennité des services essentiels pour les enfants. Le gouvernement devrait faire suivre aux financements domestiques une trajectoire croissante sur trois ans (2026 à 2028) afin de garantir la durabilité des interventions à moyen et long terme.

4.

Le faible niveau d'exécution budgétaire limite l'impact des dépenses publiques. En 2024, seulement 61% des investissements prévus ont été réalisés, laissant plus de 35 % des crédits planifiés non exécutés. Il est prioritaire de renforcer la planification, le suivi et le contrôle budgétaire à tous les niveaux pour améliorer le taux d'exécution budgétaire afin de transformer les engagements en services concrets. Mettre en œuvre un mécanisme trimestriel de suivi de l'exécution des investissements sociaux avec revue conjointe du MEF-Ministères sectoriels.

MESSAGES CLÉS & RECOMMANDATIONS

5.

Le budget de l'État demeure fortement centralisé, limitant ainsi la capacité des instances décentralisées d'assurer un service continu à la population, en particulier aux enfants. En 2026, les communes, pourtant responsables de la fourniture des services de base (écoles, centres de santé, état civil, etc.), ne reçoivent que moins de 1% du budget national. Il est crucial d'augmenter progressivement ces transferts, notamment vers les centres de santé de base, les écoles primaires publiques et les entités administratives décentralisées, afin de rapprocher les services essentiels de la population.

6.

Les contraintes budgétaires persistantes et les risques sont imminents. En l'absence d'ajustements à court terme des allocations budgétaires en faveur des secteurs sociaux, notamment au regard de la tendance baissière des crédits alloués au secteur de l'EAH, du niveau élevé de dépendance aux financements extérieurs et du degré marqué de centralisation budgétaire, le risque est significatif de voir stagner, voire se détériorer, la qualité et la couverture des services sociaux essentiels destinés aux enfants et aux jeunes à Madagascar.



CONTEXTE MACRO ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Le contexte macro-économique et budgétaire

Au cours des quatre dernières années, Madagascar a enregistré une progression modeste de son taux de croissance économique: passant de 4,4% en 2024 à 4,6% en 2025, avec une prévision de 3,8% en 2026. Toutefois, l'inflation demeure élevée malgré une tendance à la baisse, passant de 10% en 2023 à environ 7% en 2026. Le déficit budgétaire reste contenu, avec une moyenne de 4% du PIB sur les cinq dernières années

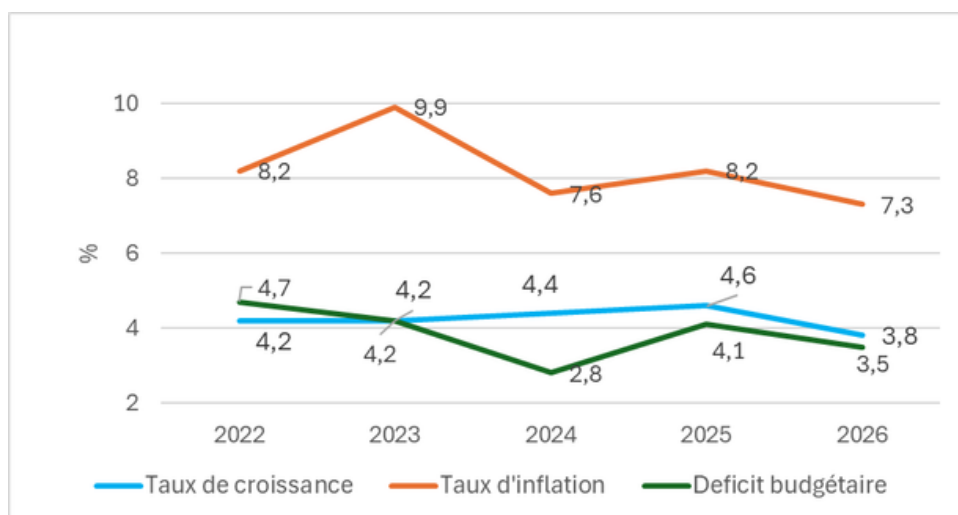


Figure 1: Croissance économique, inflation et déficit budgétaire (% du PIB)

Source : Lois de finances 2025-2026

Malgré une croissance économique supérieure à 3%, le PIB par habitant reste faible, estimé à 453 USD en 2024, avec une croissance stable d'environ 2% au cours des quatre dernières années. Cela montre que l'expansion économique ne se traduit pas suffisamment en amélioration du bien-être des ménages. Cette situation s'explique par une forte pression démographique et la concentration des activités économiques à forte valeur ajoutée dans les zones urbaines

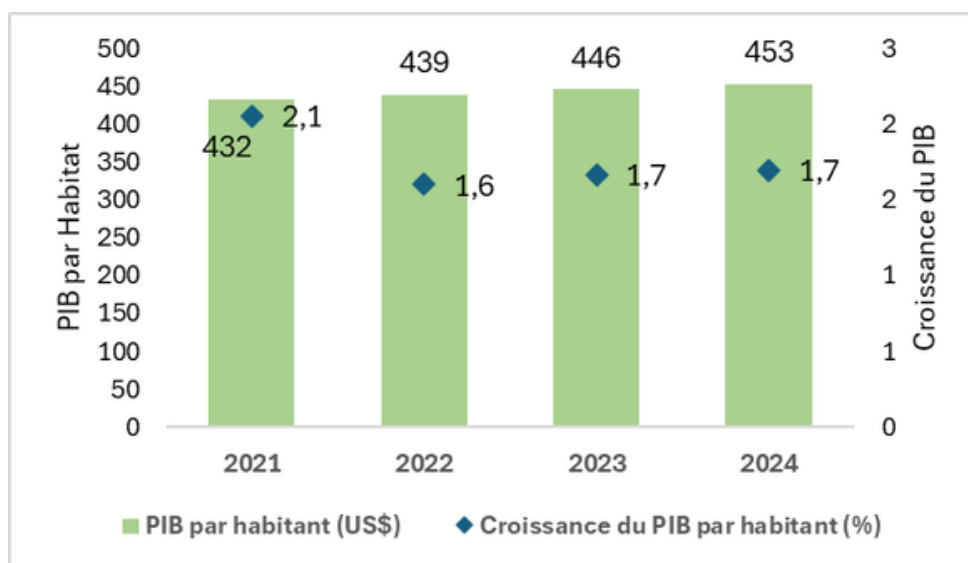


Figure 2: PIB par habitant et sa croissance (2021-2024)

Source : Lois de finances 2025-2026

Les données sur les indicateurs clés de développement de l'enfant et des ménages

L'enfant à Madagascar fait face à des défis persistants dans les domaines de la santé et de la nutrition, de l'EAH, de la protection de l'enfant, de l'éducation et de la protection sociale. La figure 3 présente des résultats issus de l'enquête MICS 2025 sur plusieurs indicateurs du développement de l'enfant à Madagascar.

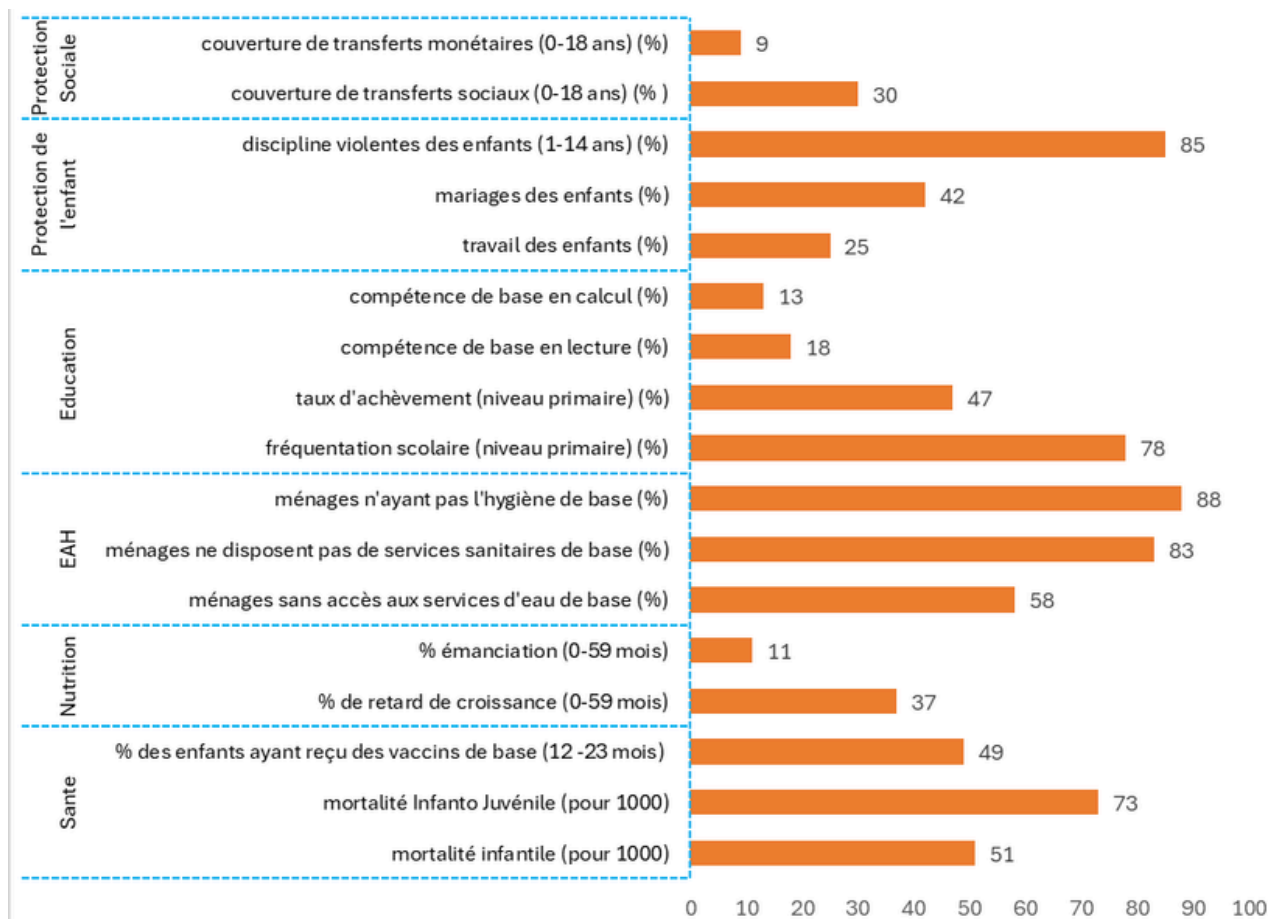


Figure 3: État des lieux des indicateurs de développement de l'enfant
Sources : Institut National des Statistiques (INSTAT) et UNICEF, MICS 2025

Documents stratégiques et orientations du PGE et PMO/PGE-R

Le Programme de mise en œuvre de la Politique Générale de l'État pour la Refondation (PMO/PGE-R) constitue le principal cadre stratégique à court et moyen terme. Il s'articule autour de trois axes et identifie six priorités budgétaires: Énergie, eau potable, santé, éducation, emploi et solidarité nationale, telles que définies dans l'exposé des motifs de la Loi de finances 2026:

Répondre aux urgences et stabiliser la Nation : l'accès aux services sociaux de base dans les zones les plus vulnérables



Engager des réformes structurelles durables



Conduire un processus de concertation nationale et organiser des élections crédibles



ANALYSE DES RÉALLOCATIONS BUDGÉTAIRES

Evolution globale du budget de l'État

Entre 2022 et 2026, le budget de l'État a connu une croissance continue. En 2026, il atteint 15 784 milliards MGA, indiquant une hausse de 9,5% par rapport à 2025 (14 416 milliards MGA). En proportion du PIB, il est passé de 13% en 2022 à 16% en 2025 et 2026 (Figure 4). Cette progression traduit une capacité accrue de mobilisation des ressources financières, tant domestiques qu'externes. Compte tenu de la demande très élevée en services publics dont l'éducation, la santé, la nutrition, la protection sociale, et l'EAH, le budget disponible demeure très limité, ce qui appelle au renforcement de la capacité à mobiliser des financements innovants

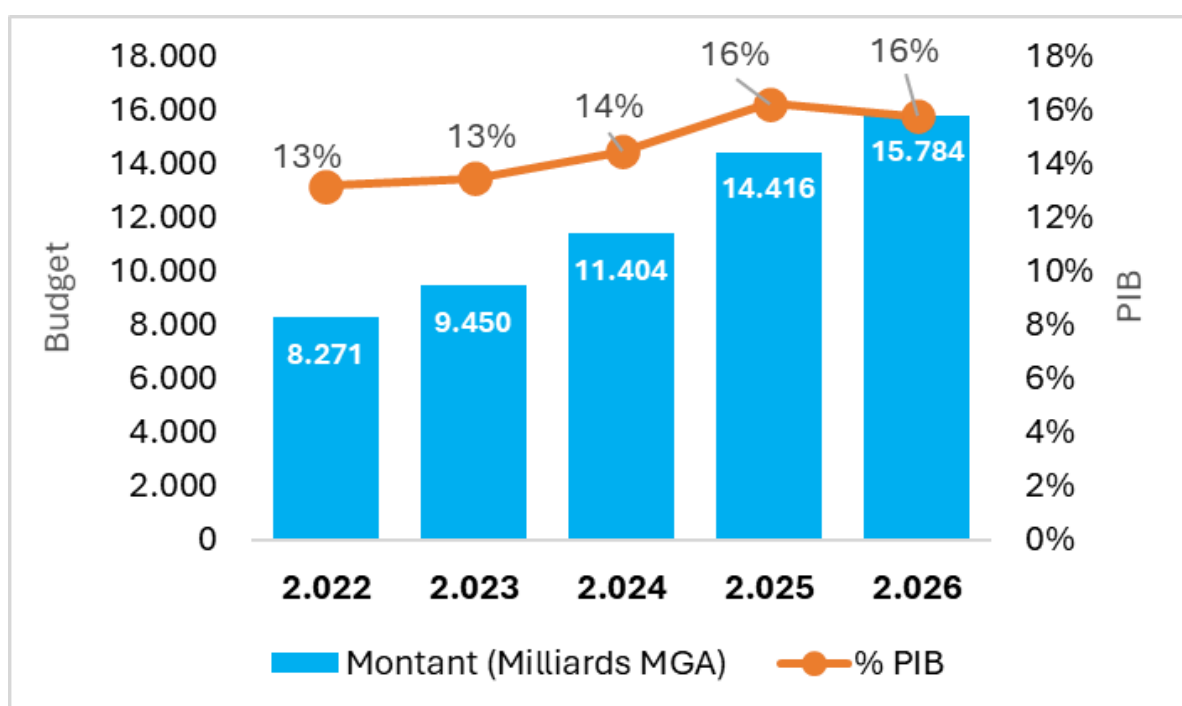


Figure 4: Évolution globale du budget de l'État
Sources : MEF, Lois de finances



Répartition du budget général de l'État

Le secteur de la gouvernance absorbe 29% du budget général, suivi des infrastructures avec 26% et de l'éducation qui occupe 18% du budget national.

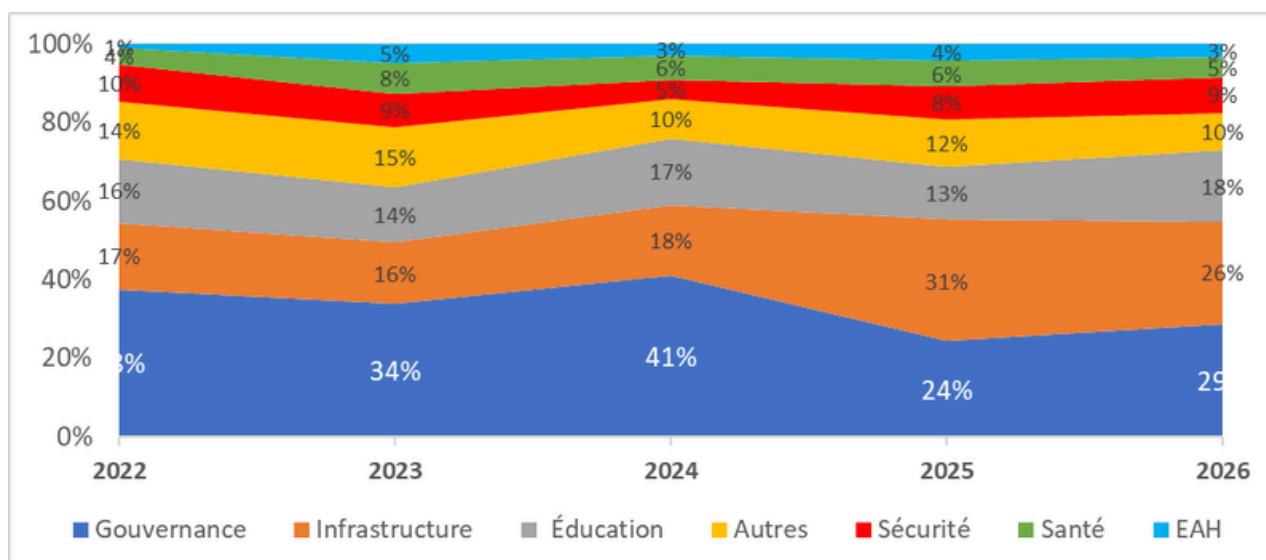


Figure 5: Évolution de la répartition budgétaire par secteur
Sources : MEF, Lois de finances 2022-2026

Budget des secteurs sociaux

Entre 2023 et 2026, les secteurs sociaux représentent en moyenne 27% du budget national. L'éducation domine (18%), suivie de la santé (6%), tandis que l'EAH et la protection sociale reçoivent chacun 3%. Cependant, la part de l'EAH dans le budget global a reculé de 1%, soit une baisse sectorielle de 21%, ce qui est préoccupant au regard des besoins essentiels de la population.

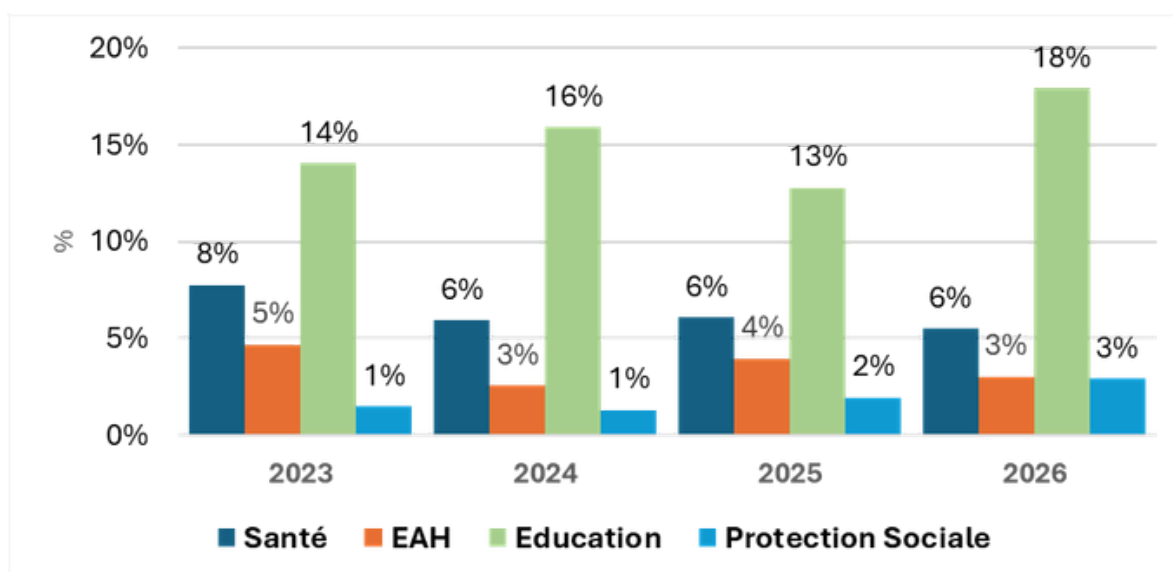


Figure 6: Évolution du budget des secteurs sociaux par rapport au budget national (2023-2026)
Sources : MEF, Lois de finances 2022-2026

COMPOSITION DU BUDGET

En 2026, l'investissement demeure la principale priorité du budget général, représentant 53 % des dépenses, en légère baisse par rapport à 2025 (54%). Parallèlement, les dépenses de fonctionnement hors solde poursuivent leur diminution (12% contre 15,2%), traduisant un effort de rationalisation. À l'inverse, la masse salariale connaît une progression notable, passant de 25,4% à 28,9%, principalement en raison du recrutement de nouveaux agents publics ainsi que de la revalorisation des salaires et des primes (Figure 7). Toutefois, pour apprécier pleinement les effets des investissements sur la croissance et l'élargissement de l'espace budgétaire à moyen et long terme, il est essentiel d'analyser leur composition sectorielle ainsi que leurs modalités de financement (ressources internes, financements extérieurs, subventions et emprunts).

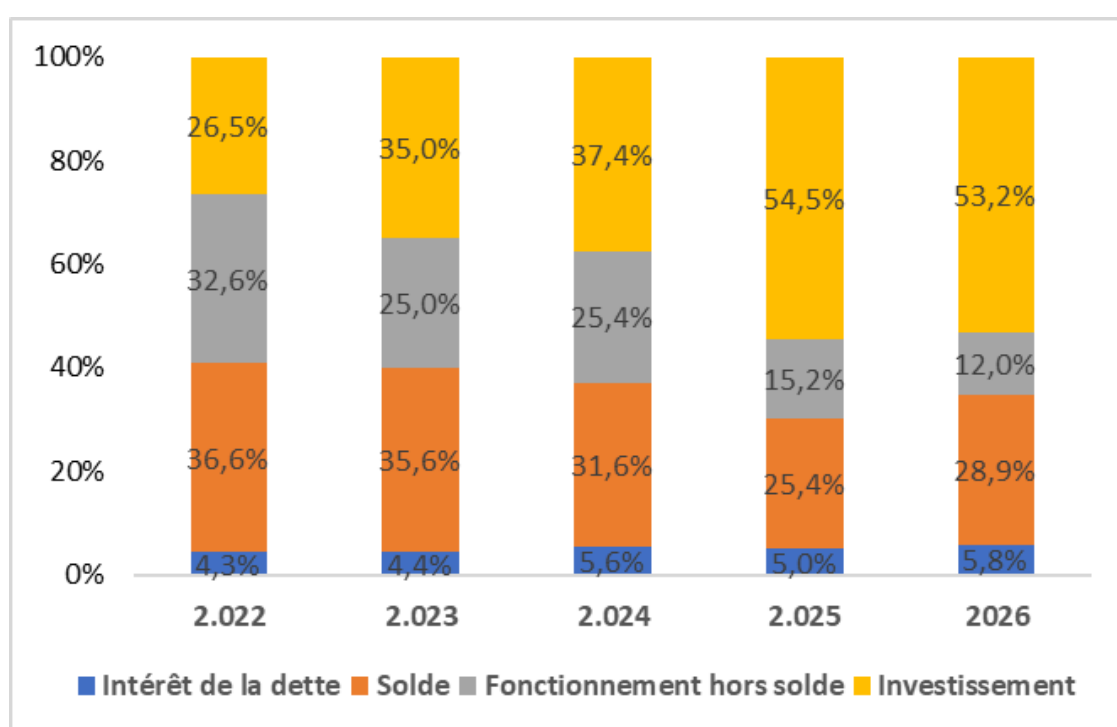


Figure 7: Évolution de la structure économique du budget

Sources : MEF, Lois de finances 2022-2026



SOURCES DE FINANCEMENT DU BUDGET NATIONAL

Le financement du budget a connu d'importantes variations au cours des trois dernières années. Dans la loi des finances initiale (LFI) 2026, plus de 50% des ressources proviennent de financements externes (emprunts et subventions). La part du financement interne, qui avait atteint 57% en 2025 dans la loi des finances rectificative (LFR), devrait reculer à 48% en 2026.

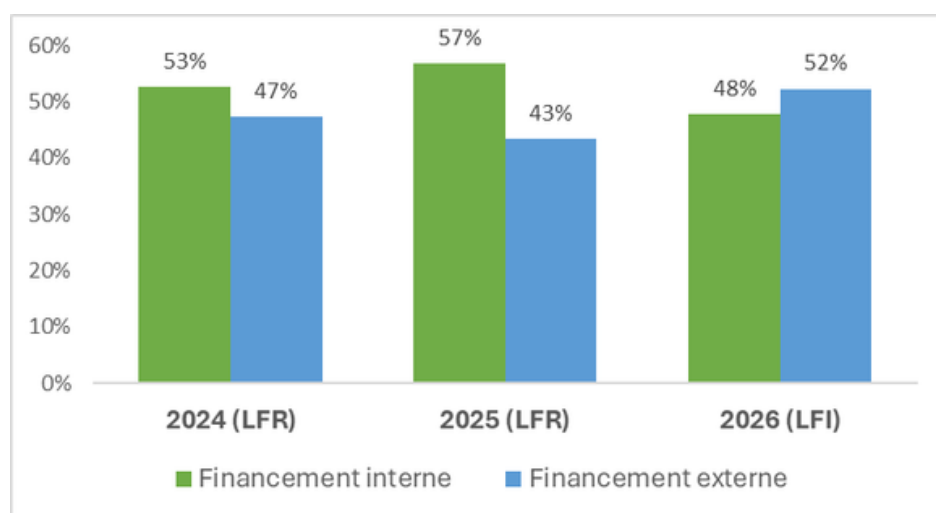


Figure 8: Tendances des sources de financement du budget national
Sources : MEF, Lois de finances 2022-2026

Les secteurs sociaux (éducation, santé, protection sociale, EAH) dépendent majoritairement des financements externes, exposant leur pérennité à des risques importants. Depuis trois ans, plus de 70% des budgets sociaux proviennent de subventions des bailleurs et d'emprunts internationaux. Par ailleurs, la part du financement interne diminue, passant de 30% en 2024 à 24% en 2026.

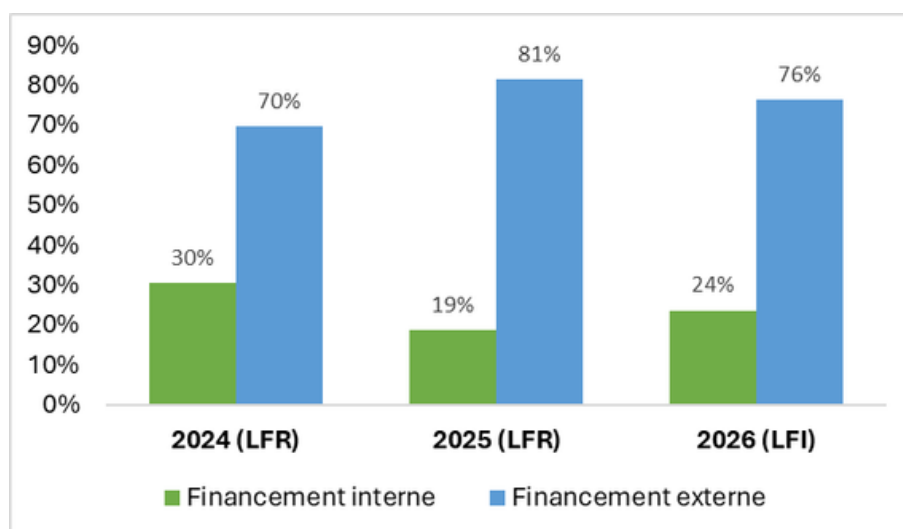


Figure 9: Source de financement des budgets des secteurs sociaux
Sources : MEF, Lois de finances 2022-2026

Les secteurs sociaux sont largement dépendants des financements externes, avec plus de 70% pour éducation et de presque 100% pour la protection sociale (Figure 10). Cette situation accentue la vulnérabilité des services aux chocs extérieurs. Il est nécessaire d'assurer progressivement le financement de ces secteurs par des ressources propres interne pour en assurer la pérennité de services.

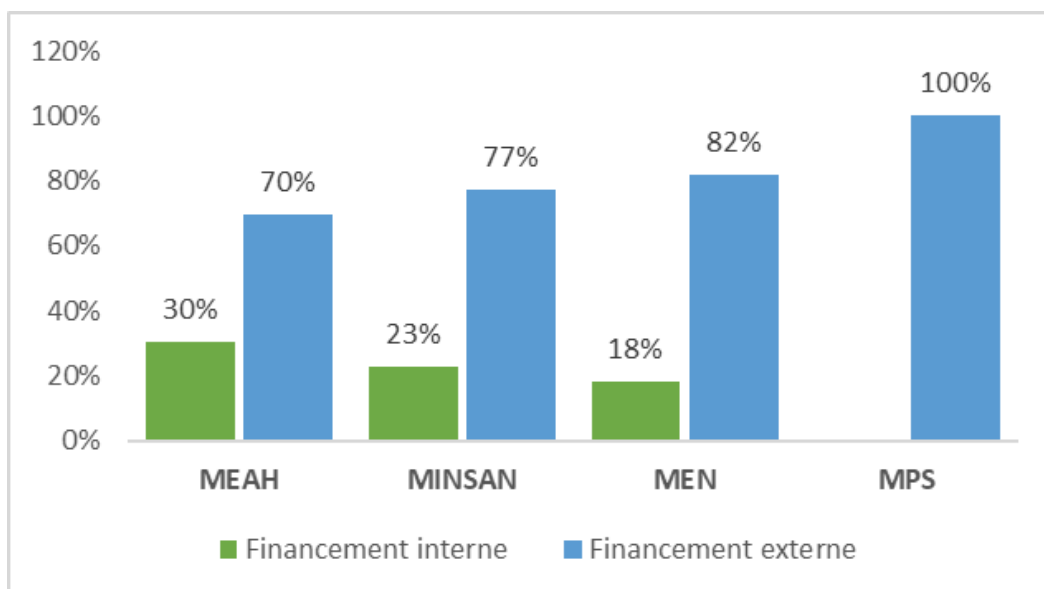


Figure 10: Sources de financement des budgets d'investissement pour 2026
Sources : MEF, Lois de finances 2022-2026



DÉCENTRALISATION DU BUDGET

Le budget de l'État reste fortement centralisé, avec moins de 1% transféré aux communes en 2026. Cela limite la capacité des collectivités locales, des écoles et des centres de santé de base à fournir des services essentiels. Alors que le Plan National de Décentralisation Émergente (PNDE) vise 10% de transferts budgétaires aux entités décentralisées d'ici 2027, il est indispensable d'accélérer les efforts de décentralisation fiscale, en augmentant les transferts et en renforçant les capacités de gestion financière des communes (Figure 11).

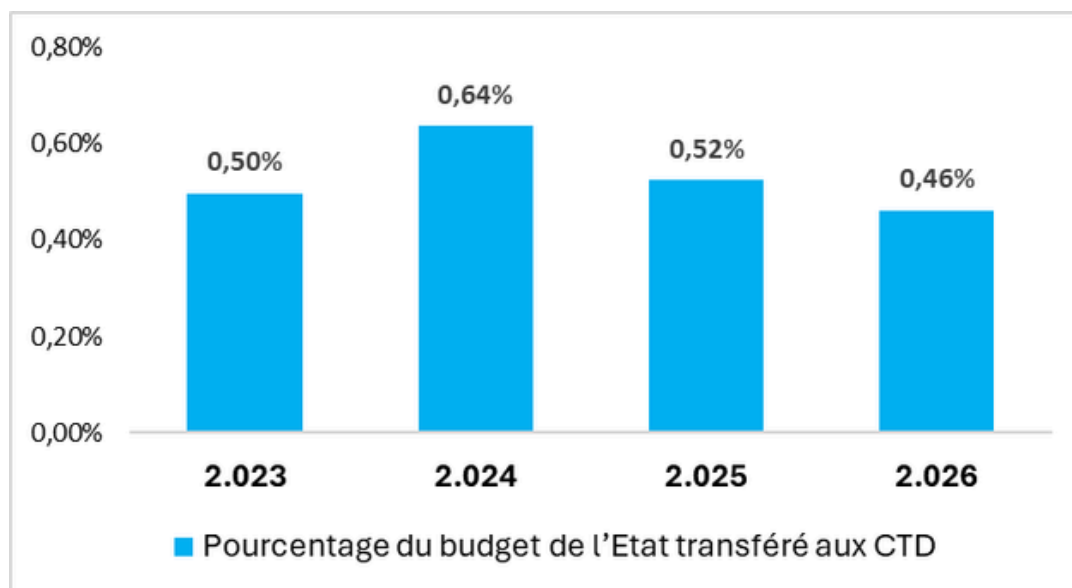


Figure 11: Tendances des allocations aux collectivités locales
Sources : MEF, Lois de finances 2022-2026



EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

L'exécution des investissements demeure le principal point faible. En 2024, seulement 61 % des crédits d'investissement ont été réalisés, laissant une part importante non exécutée. Le secteur de l'EAH illustre cette fragilité : le taux d'exécution des financements internes est passé de 57% en 2022 à seulement 20% en 2024. À l'inverse, le budget de fonctionnement hors solde affiche un taux de réalisation de 89% en 2024, traduisant une meilleure capacité d'absorption des dépenses courantes (Figure 12).

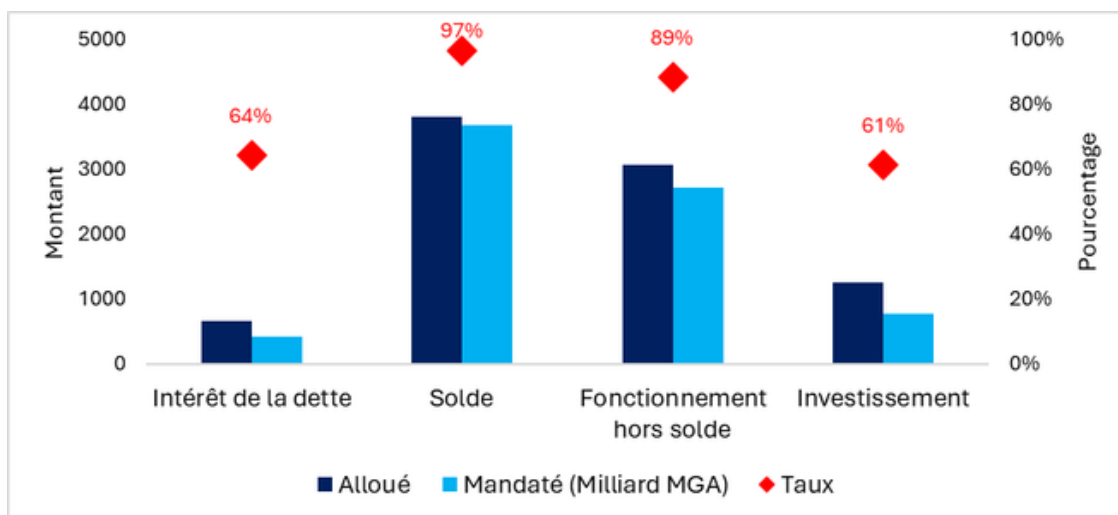


Figure 12: Exécution budgétaire du budget sur financement interne en 2024
Sources : LFR 2024

Pour maximiser l'impact des investissements et accélérer le développement des services sociaux, il est essentiel que les secteurs sociaux, en collaboration avec les partenaires, améliorent à court et moyen terme le taux d'exécution budgétaire.



ANNEXE

Libellé	2023	2024	2025	2026
Subventions de fonctionnement	62,821,215	63,193,907	65,508,353	63,784,899
Subvention pour les Centres de Santé de Base (CSB)	3,664,320	3,736,920	4,754,080	3,762,000
Subvention pour les Secrétaires d'état civil (SEC)	2,787,682	2,804,798	2,927,073	2,923,571
Subvention pour les écoles primaires publiques (EPP)	3,016,376	2,942,997	2,346,475	2,388,977
Budget de l'État transféré aux CTD	72,289,593	72,678,622	75,535,981	72,859,447
TOTAL BUDGET GÉNÉRAL	14,544,377,065	11,403,853,240	14,416,438,369	15,784,260,178
Pourcentage du budget de l'État transféré aux CTD	0.50%	0.64%	0.52%	0.46%

Tableau 1 : Évolution des transferts vers les Collectivités Territoriales Décentralisées (en millier MGA)
Sources : MEF, Lois de finances 2023-2025, LFI 2026

For more information:
UNICEF Madagascar
Maison Commune des Nations Unies, Zone Galaxy Andraharo
B.P. 732 Antananarivo
T +261 20 23 300 92



Follow us on      YouTube